

Forum social mondial 2009

Déclaration de Belem sur les migrations

mercredi 4 mars 2009, par [Mouvements](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2009).

Ce texte sur les migrations issu des travaux du 9^e Forum social mondial de Belém (Brésil).

Nous, organisations et mouvements sociaux réunis au Forum Social Mondial de Belém en assemblée thématique sur les migrations, rappelons que selon l'article 13 de la DUDH, migrer est un droit et n'est pas un crime.

Les gouvernants du Nord, avec la complicité de ceux du Sud, portent une lourde responsabilité dans les désordres du monde et les mouvements de population qu'ils génèrent. La crise écologique, économique et financière mondiale et son corollaire, la crise alimentaire, démontrent la faillite du système mondial actuel qui accroît la pauvreté et les déséquilibres Nord-Sud.

La mondialisation capitaliste et patriarcale, prédatrice de l'être humain et de l'environnement, ainsi que les guerres, occupations et conflits sont des facteurs de migrations forcées. Il est intolérable que la seule réponse apportée soit la généralisation de politiques migratoires sécuritaires et utilitaristes, qui criminalisent les migrants et les considèrent comme une main d'œuvre précaire, temporaire et privés de droits sociaux.

Nous devons nous unir pour lutter contre la multiplication des comportements racistes et xénophobes, que la crise mondiale actuelle exacerbe.

Nous refusons la guerre qui est faite aux personnes migrantes et demandons l'arrêt de la militarisation des frontières, ainsi que de la sous-traitance dans les pays du Sud des politiques de contrôle et de répression des migrants et demandeurs d'asile.

Nous exigeons l'arrêt de la criminalisation des migrants, de leurs défenseurs et demandons la dépénalisation de l'émigration et du séjour irrégulier, ainsi que la régularisation de tous les sans-papiers.

Nous demandons le retrait de l'ensemble des dispositifs qui enferment, expulsent et refoulent les migrants, demandeurs d'asile et réfugiés au mépris de leurs droits fondamentaux et de leurs aspirations.

Nous refusons que les travailleurs migrants restent la variable d'ajustement du système capitaliste mondial promu par l'Organisation Mondiale du Commerce et par l'ensemble des accords de libre échange, et la mise en place de programmes de travailleurs temporaires qui ne répondent qu'aux seuls intérêts des firmes multinationales.

Nous appelons à la ratification et au respect de la convention internationale des Nations-Unies sur la protection des travailleurs migrants et des conventions de l'OIT N°97 et 143.

Nous demandons aux gouvernements de respecter leurs obligations internationales en matière de

droit au développement et du droit d'asile et refusons notamment que l'Aide Publique au Développement soit conditionnée à la mise en place de politiques migratoires sécuritaires.

Nous attirons aussi l'attention sur la nécessité de prendre en compte les réfugiés environnementaux et les migrants du climat.

Forts de nos mobilisations passées et à venir, nous appelons les mouvements sociaux à construire des alliances larges transnationales et thématiques afin de placer le respect des droits des migrants au cœur des politiques qui les concernent.

Nous appelons à la mobilisation collective et conjointe, lors des moments-clés de l'agenda international altermondialiste et plus particulièrement :

Avril 2009 : Mobilisation à l'occasion du sommet du G20 et sommet de l'OTAN

17 mai 2009 : Mobilisation contre les politiques migratoires européennes à l'occasion des élections européennes

Mai 2009 : Contre-sommet UE-Amérique Latine 20 Juin 2009 : Mobilisation à l'occasion de la Journée Mondiale des Réfugiés

Juin-sept 2009 : Sommet inter-ministériel sud-américain sur les migrations en Equateur

Juillet 2009 : Mobilisation à l'occasion du G8 en Italie

Novembre 2009 : Forum Global Mondial sur les Migrations et le Développement à Athènes en Grèce

Décembre 2009 : Sommet de Copenhague sur le climat

18 décembre 2009 : Journée internationale des migrants